

C'est ainsi que le gouvernement a l'intention de lutter contre le déficit, au point que l'année prochaine, les recettes fiscales du gouvernement canadien en provenance des sociétés vont diminuer de 75 millions de dollars alors que dans le même temps le gouvernement prévoit d'encaisser 7 milliards de dollars supplémentaires de taxes de vente et d'impôts sur le revenu des particuliers. C'est vrai. Le président du Conseil du Trésor (M. de Cotret) fait signe que non, mais c'est pourtant un fait que pour les catégories à gros revenu, le taux d'imposition va vraiment diminuer. Pour les sociétés, le taux d'imposition va diminuer. Ce sont les petits qui vont payer pour faire diminuer le déficit.

Au niveau des dépenses, il est aussi manifeste que la politique du gouvernement est de serrer de plus en plus la vis sans se préoccuper des répercussions sur les simples Canadiens. Je rappelle au gouvernement qu'il y a au Canada un million et quart de chômeurs, et que pourtant il coupe dans les services de la Commission canadienne d'emploi et qu'il va ramener l'année prochaine le budget de la stratégie canadienne d'emploi de 900 à 800 millions de dollars. Je rappelle aussi au gouvernement qu'il y a beaucoup de Canadiens qui vivent dans des endroits très disséminés dans notre très vaste pays, et que pourtant on va diminuer de 70 millions de dollars les subventions aux hebdomadaires, aux autres journaux et aux revues expédiées à travers le pays. Cela va évidemment avoir des répercussions directes sur l'aptitude des Canadiens à communiquer entre eux. C'est quelque chose qui existe pour de bonnes raisons depuis une centaine d'années dans notre pays en raison de la nature et des distances de notre pays. Retirer cela sous prétexte de réduire le déficit fera sans doute plaisir à Wall Street, mais ce sera très difficile à supporter pour les Canadiens moyens.

● (1140)

Le gouvernement prévoit une diminution de 200 millions de dollars du déficit des Postes, non pas au cours des cinq années prévues par la Commission Marchment, mais sur une année seulement débutant dans un mois et un jour. Cela va signifier de sérieuses compressions des services, des licenciements considérables et des augmentations substantielles des frais postaux. Là encore, j'estime que c'est quelque chose de malencontreux et que nous ne pouvons nous permettre de réduire ainsi les services postaux auxquels s'attendent les Canadiens dans un pays aussi vaste que le Canada.

Comme le gouvernement s'intéresse plus à faire des démonstrations de force qu'à s'attaquer sérieusement aux problèmes, il montre qu'il peut dérouler le tapis rouge pour les banquiers et les financiers sans se préoccuper de savoir s'il y aurait d'autres moyens d'atteindre les objectifs nécessaires.

Le gouvernement a décidé de comprimer ses dépenses en immobilisations au Cap-Breton, où les mesures prises l'année dernière ont été absolument inutiles, et de reporter un autre projet créateur d'emplois, la reconstruction de l'usine de lavage de la houille à Prince Mine. Mais il se peut que le président du

### *Déclarations de ministres*

Conseil du Trésor ignore que le taux de chômage est de 20 p. 100 à Terre-Neuve, de 15 p. 100 au Nouveau-Brunswick, de 13 p. 100 en Colombie-Britannique et de 12 p. 100 au Québec. Comment expliquer alors que le gouvernement comprime encore davantage les dépenses au titre du développement régional. Si je ne m'abuse, il les a réduites de 7 milliards de dollars. Voilà pour un gouvernement qui a fait campagne sur le thème des emplois, encore des emplois, toujours des emplois.

**M. de Cotret:** Nous en avons créé.

**M. Dick:** Oui, 580,000 de plus.

**M. Cassidy:** Il y a un million et un quart de chômeurs au Canada. On ne prévoit aucun fléchissement du taux de chômage dans le budget. On dit même que certaines personnes ne se trouveront pas d'emploi. Or, si le gouvernement donnait la priorité à l'emploi, il réduirait le taux de chômage à 7, 6 ou 5 p. 100 et non pas à 10 p. 100. Il ferait en sorte qu'il baisse à Terre-Neuve, au Nouveau-Brunswick et en Colombie-Britannique, et non pas uniquement dans le centre du Canada.

A ses yeux, le secteur privé est le bon et le secteur public le méchant. On dirait que les conservateurs n'aiment pas l'État du tout. C'est un peu la même rengaine qu'en 1984: le secteur privé est bon et le secteur public méchant. Il se lance dans la privatisation en réduisant les services du secteur public. Il se sert de l'appareil gouvernemental comme d'un bouc émissaire en rendant les fonctionnaires responsables de tous nos maux économiques alors qu'ils ne sont, en réalité, que les victimes de sa politique.

Les femmes surtout seront victimes de la politique du gouvernement. Ce matin nous avons demandé au secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor si on avait pris des mesures pour que les femmes ne soient pas indûment pénalisées par les compressions dans la Fonction publique. «Non, nous n'y avons pas pensé», a-t-il répondu. Le gouvernement n'a pas jugé bon d'intervenir pour éviter qu'il y ait un trop grand nombre de femmes de congédiées. Selon ce qui s'est passé au ministère des Pêches et dans d'autres ministères, une proportion élevée de femmes sont congédiées. Je demande au président du Conseil du Trésor d'annoncer aujourd'hui même qu'il renversera cette tendance.

Du fait des 150 millions de dollars supprimés dans la Fonction publique, des services essentiels ont déjà été réduits. Par exemple les services de la bibliothèque de Santé et Bien-être. Ainsi disparaît une ressource nationale inestimable. Les services de traduction officiels, pourtant essentiels dans un pays bilingue, sont également réduits. Sont aussi touchés les agents des douanes qui, entre autres choses, protègent notre pays contre l'entrée des drogues et de matériel pornographique. De même que les bureaux d'Emploi Canada qui aident les chômeurs à trouver du travail. Le gouvernement va encore plus loin; nous apprenons que 500 millions de dollars de dépenses non statutaires, soit environ quatre fois plus, seront supprimés.